



INFORMATION INTERSYNDICALE PROJET TOUR EIFFEL

Lettre ouverte à Pascal Roché

Le 10 novembre 2017

Monsieur le Directeur Général,

Les salariés de la filière administrative sont, chaque jour, plus nombreux à se tourner vers leurs représentants pour nous faire part des plus vives inquiétudes qu'ils nourrissent depuis l'annonce de l'ouverture d'une plate-forme de services à Cergy-Pontoise.

Les Organisations syndicales sont très vivement interpellées sans pour autant être en mesure d'apporter des réponses circonstanciées :

A la question : « pourquoi font-ils cela alors que la presse s'est fait l'écho des très bons résultats du groupe ? »

Nous pourrions être tentés de répondre que l'époque, la conjoncture et les circonstances s'y prêtent... même si nous n'avons pas le souvenir que lorsque tout allait bien, le Groupe se soit fortement mobilisé pour partager les fruits de sa prospérité.

A la question : « combien d'entre nous vont voir leur emploi menacé ? »

Nous devrions être en mesure de dire que nous disposons de toutes les informations permettant d'apporter une réponse à chacun. Malheureusement, chaque fois que nous avons adressé des questions précises concernant le périmètre du projet, il nous a été répondu que tout n'était pas encore connu dans le détail à ce jour.

Sachez que nous ne pouvons croire un seul instant que vous avez engagé le Groupe dans un tel projet, sans avoir précisément étudié chaque détail, chaque alternative.

Selon nous, et au terme des premiers échanges qui ont déjà eu lieu, il est clair que la manière dont nous sont transmis les informations traduit une volonté d'en dire le moins possible afin de peser sur les négociations actuellement en cours.

A la question : « que faites-vous concrètement pour défendre nos intérêts ? »

Nous aurions aimé affirmer que nous sommes totalement investis dans une négociation loyale permettant d'obtenir un équilibre entre les efforts et les sacrifices demandés et les mesures d'accompagnement proposées... mais cela n'est pas possible :

- En effet, malgré nos relances, nous n'avons toujours pas pu obtenir le calendrier global du projet détaillant l'ordre dans lequel les établissements vont être concernés.

- De la même manière nous ne savons toujours pas quel sera exactement le périmètre global du projet (nombre de postes transférés et nombre de postes créés)
- Nous notons par ailleurs que l'expert que le CE de l'UES a mandaté est rémunéré sur ses fonds propres.
- Enfin, et de manière totalement incroyable, nous avons été surpris de voir que la Direction s'est catégoriquement opposée au fait d'allouer au comité de Groupe, un budget qui aurait pourtant permis de garantir que les négociations se feraient sur un même pied d'égalité.

A la question : « que pouvons-nous faire pour exprimer notre indignation, notre colère et nos inquiétudes ».

Devons-nous engager un bras de fer social, quitter les négociations et encourager les luttes à l'échelon local, quitte à mettre le sujet sur la place publique ou demander à chaque établissement de faire jouer son droit d'alerte ?

Si aujourd'hui nous vous sollicitons, c'est avant tout parce que nous pensons qu'il est encore temps de réévaluer l'approche des discussions à venir. Si la direction souhaite vraiment voir aboutir les négociations d'un accord de méthode, nous demandons à ce que nous soit enfin communiqué :

- Un calendrier qui donne le temps d'apprécier tous les sujets, de débattre et de rechercher des compromis équilibrés
- Un accès libre à une information de qualité, à savoir un projet complet et détaillé
- Des moyens pour mener correctement nos négociations.

Dans l'éventualité où la direction souhaiterait véritablement trouver un accord, sachez enfin que les mesures d'accompagnement prévues par l'entreprise à la fois pour aider les salariés à déménager et dédommager ceux qui vont perdre leur emploi devront se définir au regard des moyens du Groupe. Ce n'est en effet seulement, et seulement si, nous avons la certitude que tout a été fait en lien avec les capacités du groupe que nous réussirons à trouver un accord.

Nos revendications sont précises et cadrent tout à fait avec la conjoncture et les possibilités du Groupe. Nous espérons que les discussions qui vont avoir lieu vont désormais être menées de manière loyale et sincère dans l'intérêt de l'entreprise et de ses salariés.

Les organisations syndicales du groupe Ramsay Générale De Santé